

## DECLARATION LIMINAIRE AU COMITE TECHNIQUE LOCAL du 11 Octobre 2012

M. le Président,

Le Président de la République vient d'annoncer un plan d'austérité de 30 milliards d'€ pour satisfaire les exigences de l'Union Européenne et des marchés financiers, dont 10 milliards sur les dépenses publiques.

Un tel plan d'austérité aura des conséquences dramatiques sur l'emploi, les missions, les conditions de travail, les droits et garanties collectives.

En conséquence, la CGT Finances Publiques se prononce pour le rejet de ce plan d'austérité.

Les premières annonces gouvernementales affichent une véritable continuité avec les politiques menées antérieurement.

Avec le projet de traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique européenne (TSCG) et le traité révisé sur le mécanisme européen de stabilité (MES), c'est à l'austérité perpétuelle que sont voués les peuples d'Europe.

Sur un enjeu aussi crucial, refusant de consulter les citoyens, le gouvernement s'apprête à demander aux parlements de ratifier ces traités.

Parce qu'ils impactent la vie quotidienne des salariés, la place et le rôle des services publics, la CGT Finances Publiques a décidé de faire du combat contre ces traités un axe essentiel de son action.

Dans la Fonction publique, sur le jour de carence, les carrières, l'accès au 8<sup>ème</sup> échelon de la catégorie C, nous ne pouvons nous satisfaire des promesses de discussions car aucun engagement n'est pris.

Au contraire, M. Moscovici, ministre de l'Économie et des Finances annonce la poursuite des suppressions d'emplois au nom de la maîtrise des dépenses publiques et du concept de ministères prioritaires et non-prioritaires.

La CGT Finances Publiques rejette cette conception erronée et cette vision d'opposition entre missions publiques.

**Seuls la satisfaction des revendications sociales et le renforcement de toutes les missions publiques permettront de sortir les pays européens de la crise.**

**C'est pourquoi, dans la continuité du dimanche 30 septembre 2012 (où des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés à Paris), la CGT Finances Publiques a appelé les agents de la DGFIP à participer :**

**-à la journée européenne de mobilisation pour l'emploi et la ré-industrialisation le 9 octobre ;**

**-à la journée nationale d'action des retraités pour le pouvoir d'achat le 11 octobre.**

A la DGFIP, l'intersyndicale, au niveau national, a décidé de convoquer aujourd'hui une conférence de presse pour alerter l'opinion publique sur l'état réel des services.

Car, malgré une sémantique renouvelée consistant, par exemple, à ne plus parler d'expérimentations mais de « tests », les objectifs restent identiques à ceux fixés dans le cadre de la RGPP. Ainsi, au motif des économies budgétaires exigées par le gouvernement, les agents et les missions sont une nouvelle fois sacrifiés. Cela se traduit par une poursuite des suppressions d'emplois et une réduction drastique des crédits de fonctionnement.

Le changement, ce n'est pas qu'une question de vocabulaire !

A l'issue de cette conférence de presse, les Organisations Syndicales se rencontreront pour décider ensemble des suites à donner et ouvrir de nouvelles perspectives de mobilisation.

**Seule la construction d'un rapport de forces de haut niveau pourra imposer un changement de cap.**

Concernant l'ordre du jour chargé de ce CTL, la CGT déplore que le règlement intérieur ne soit toujours pas discuté. Il a déjà été débattu dans d'autres Directions, pourquoi ne l'est-il pas dans le Morbihan?

Parmi les différents sujets que nous allons aborder, ce sont bien des conditions de vie au travail des agents dont nous parlerons : le tableau de bord de veille sociale, qui ne comporte malheureusement qu'une seule mesure ; le DUERP qui montre que la part des risques psychosociaux est très importante dans le département ; le bilan de la notation qui nous évoque le manque de reconnaissance du travail des agents ; la suppression de la trésorerie de JOSSELIN qui est une attaque contre les missions de service public et un recul du service public de proximité ; l'énième modification des horaires d'ouverture d'une trésorerie -ELVEN- qui traduit le manque d'emplois pour faire face aux missions.

**La CGT estime que, face aux situations de souffrance dans les services, les discours de la Direction Générale sur les conditions de vie au travail et la reconnaissance des agents, uniquement par des mots, ne suffisent pas. Les outils ne font pas les résultats et seuls les résultats nous intéressent.  
Il faut des actes !**